

19 MARS 2026

**Arrêté préfectoral de mise en demeure du  
pris à l'encontre de la société SO.SAL.EX.  
pour son dépôt de produits explosifs situé chemin du Travès  
sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme (81 490)**

Le préfet du Tarn

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 22 octobre 2025 portant nomination de Monsieur Simon BERTOUX en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO en qualité de sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> décembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2015 autorisant la société SO.SAL.EX. à exploiter un dépôt de produits explosifs sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme ;
- Vu** les prescriptions figurant dans l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, et notamment les articles suivants, qui disposent :
- 21 – Protection contre la foudre
- « Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification. »*
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 26 janvier 2026 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 19 janvier 2026, accompagné du projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier électronique en date du 28 janvier 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;
- Considérant** que le rapport de vérification de l'organisme compétent relatif aux dispositifs de protection contre la foudre référencé 91220/25/3438 en date du 31 mars 2025 met en évidence des non-conformités dont certaines nécessitent une remise en état ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas procédé aux travaux de remise en état des dispositifs de protection contre la foudre dans le délai d'un mois après la vérification ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SO.SAL.EX. de respecter les prescriptions techniques de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

*Sur proposition du sous-préfet de Castres,*

### **Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** - Dans un délai n'excédant pas un mois, la société SO.SAL.EX. est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 21 (protection contre la foudre) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, pour son dépôt de produits explosifs qu'elle exploite chemin du Travès, sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme.

**Article 2** – Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### **Article 4 – Mesures de publicité**

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Saint-Salvy-de-la-Balme pour y être consultée par toute personne intéressée.

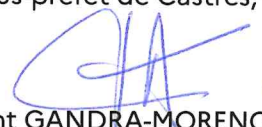
Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de deux mois (art. R 171-1 du code de l'environnement).

## **Article 5 – Exécution**

Le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SO.SAL.EX.

Fait à Castres, le 19 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Castres,



Laurent GANDRA-MORENO